

Service Prévention des risques
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 10 juillet 2025

Rapport de l'Inspection de l'environnement

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUX DE LA TOUR

1 Chemin des Chaux de la Tour
13820 La Redonne

SPR/2025-504

Références : Code AIOT : 0006401622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement CHAUX DE LA TOUR implanté 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 Ensues-la-Redonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE LA TOUR
- 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 Ensues-la-Redonne
- Code AIOT : 0006401622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine qui produit de la chaux à partir du calcaire extrait dans la carrière limitrophe et/ou celle de La Mède (même groupe Lhoist).

Les trois fours (à combustion) peuvent être alimentés par de la biomasse (pépins de raisins, et grignons d'olives), du gaz naturel et du RPB (résidu de pétrole brut). Le four n°3 est à l'arrêt depuis fin 2020 ainsi que le four n°2 (pour raison économique). Seul le four n°1 a fonctionné depuis plusieurs mois.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Étiquetage biocides
- BIOCIDES

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux produits chimiques relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection de l'environnement portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 69	Demande d'action corrective	2 mois
2	Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide (optionnel)	Règlement européen du 22/05/2012, article 70	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 7.4.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'inscrit dans l'action de contrôle européenne BEF-3 (Biocide Enforcement Project - 3) visant à contrôler les informations apparaissant sur l'étiquette des produits biocides, et leur comparaison avec les informations apparaissant dans l'AMM.

L'étiquette et la FDS du produit examiné le jour de l'inspection ne comportent pas toutes les informations exigibles. De plus, la cuve de production ne comporte aucun affichage sur le produit qu'elle contient.

Les demandes d'actions correctives établies dans ce rapport appellent un retour rapide à la conformité. Une prochaine inspection pourra être menée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69
Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de l'étiquette et de l'emballage du produit biocide
Prescription contrôlée : Article 69 du BPR : 1. Les titulaires d'autorisation prennent les mesures nécessaires pour que les produits biocides soient classés, emballés et étiquetés conformément au résumé approuvé des caractéristiques du produit biocide, en particulier les mentions de danger et les conseils de prudence visés à l'article 22, paragraphe 2, point i), à la directive 1999/45/CE et, le cas échéant, au règlement (CE) n° 1272/2008. [...] 2. Outre le respect du paragraphe 1, les titulaires d'autorisation veillent à ce que l'étiquetage n'induisse pas en erreur quant au risque que présente le produit pour la santé humaine, pour la santé animale ou pour l'environnement ou quant à son efficacité et, en tout état de cause, ne comporte pas les mentions « produit biocide à faible risque », « non toxique », « ne nuit pas à la santé », « naturel », « respectueux de l'environnement », « respectueux des animaux », ou toute autre indication similaire. De plus, l'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes : a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques ; b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme « nano » entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux ; c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission ; d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation ; e) le type de formulation ; f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé ; g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation ; h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins ; i) la phrase « Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi » et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ; j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage ; k) le numéro ou la désignation du lot de la préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage ; l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées; des indications concernant le nettoyage adéquat du matériel; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport;

<p>m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité ;</p> <p>n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la contamination de l'eau ;</p> <p>o) dans le cas des produits biocides contenant des micro-organismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE.</p> <p>Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étiquette du produit examiné n'est pas conforme au résumé des caractéristiques du produit, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mentions de prudence ne sont pas présentes (rubrique 3.1 du RCP) ; - la taille et le type de matériau de l'emballage ne sont pas présents (rubrique 4.1) ; - les conditions de stockage ne sont pas complètes. Par ailleurs, l'étiquette indique une durée de stockage de 15 mois alors que le RCP prévoit une durée de stockage d'un mois (rubrique 5.5) ; - l'utilisation renseignée sur l'étiquette est erronée ; - les instructions d'effets secondaires et de premiers soins ne sont pas identiques aux informations du RCP (rubrique 5.3) ; - les instructions en vue d'une élimination sans danger du produit et de son emballage ne sont pas identiques aux informations du RCP (rubrique 5.5).
<p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant corrige l'étiquette du produit examiné et la transmet à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 70</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de la FDS du produit biocide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 70 du BPR :</p> <p>Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fiche de données de sécurité n'indique pas que le produit est réservé à des utilisateurs professionnels (rubrique 1.2 de la FDS).</p> <p>La fiche de données de sécurité n'indique pas que le produit est concerné par le règlement (UE) 528/2012 (rubrique 15.1 de la FDS).</p>
<p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apporte les correctifs nécessaires à la FDS et la transmet à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 7.4.2
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage de la cuve de production
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : La cuve de production du produit ne comporte aucun affichage sur son contenu.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise un affichage du produit sur la cuve de production. Cet affichage mentionne les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- identificateurs du produit (article 18 du règlement n°1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges dit CLP) ;- les pictogrammes de danger (article 19 du même règlement) ;- les mentions d'avertissement (article 20) ;- les mentions de danger (article 21). L'exploitant transmet à l'inspection la photo de cet affichage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois